



Médiation du crédit aux entreprises

Entre le 27 septembre et le 11 octobre 2009, le dispositif de la médiation du crédit a reçu 626 dossiers, portant à 17 490 le nombre de dossiers déposés en médiation. En données cumulées, le nombre de dossiers pris en charge par les équipes de la médiation s'élève à 84 %, représentant 3,13 milliards d'euros d'encours de crédit traités. 83 % des dossiers éligibles sont désormais instruits et clôturés. Le dispositif de la médiation a permis de conforter près de 7 809 entreprises, de débloquer 1,64 milliard d'euros de crédit et de préserver 155 689 emplois.

Dans son rapport, la médiation du crédit observe que les entreprises de moins de 10 salariés représentent la majorité des demandeurs avec des besoins de financement inférieurs à 50 000 euros.

En données cumulées, le taux de la médiation réussie est de 64,2 % mais le taux de la période est en recul (59 % contre 62,3 % précédemment). Ce recul s'expliquerait par : - une complexité accrue des dossiers déposés bien souvent trop tardivement en médiation, des situations financières de plus en plus dégradées, ce qui conduit parfois la Médiation à rediriger les entreprises vers les trésoriers-payeurs généraux ou vers les cellules de prévention des tribunaux de commerce ; - le traitement favorable par un nombre grandissant de banques des dossiers qui leur semblent comporter un risque supportable afin d'éviter la saisine du Médiateur.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Renouvellement de M. Noyer au poste de Gouverneur de la Banque de France

Sur proposition du Premier ministre, M. Christian Noyer a été, lors du conseil des ministres du 28 octobre 2009, reconduit au poste de Gouverneur de la Banque de France pour un second mandat de six ans à compter du 1^{er} novembre 2009.

Renforcement de l'efficacité de la procédure de surendettement

Au cours de son déplacement dans une commission de surendettement de Seine-Saint-Denis afin de tirer les premiers enseignements des assises régionales du surendettement organisées par la Banque de France en mai et juin derniers, Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi a présenté un certain nombre de mesures qui seront intégrées dans le projet de loi sur la réforme du crédit à la consommation adopté par le Sénat le 17 juin et qui doit être débattu par l'Assemblée nationale en décembre. Mme Lagarde s'est engagée : 1 - à confirmer l'éligibilité à la procédure de surendettement des ménages surendettés propriétaires de leur résidence principale, 2 - à suspendre les intérêts intercalaires, 3 - à confier à Mme Marielle Cohen-Branche, magistrate à la Cour de Cassation, une mission d'analyse et de propositions sur les relations entre les banques et les clients surendettés, sur les frais bancaires et sur le fonctionnement des comptes bancaires. Les autres mesures portent sur la simplification et la dématérialisation de la procédure d'échange d'informations entre les secrétariats des commissions de surendettement et les créanciers.

XVe conférence des Présidents des régions ultrapériphériques

Au cours de la conférence qui s'est tenue aux Canaries les 14 et 15 octobre 2009, les Présidents des régions ultrapériphériques de l'Union européenne (RUP), constatant que la crise financière, économique et sociale mondiale se traduisait par un ralentissement du processus de convergence, ont demandé à l'Union européenne (UE) de prendre des mesures concrètes et adaptées en faveur du développement durable des RUP. La Conférence a également souligné l'importance de poursuivre les concertations engagées entre l'UE et les RUP sur la place que doivent occuper les RUP au sein de l'Europe et sur le développement durable des RUP (intégration dans l'environnement géographique propre à chaque RUP, confirmation des stratégies de développement dans les secteurs d'avenir (énergies renouvelables, recherche).

Lutte contre le blanchiment des capitaux

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 14 au 16 octobre 2009, le Groupement d'Action financière (GAFI) a pris des mesures pour identifier les pays présentant de hauts risques au plus tard en février 2010 et a publié une étude détaillée des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur des valeurs mobilières ainsi que de nouvelles lignes directrices pour le secteur de l'assurance-vie sur l'approche basée sur le risque.

Le communiqué est téléchargeable sur : <http://www.fatf-gafi.org>

Publication au Journal Officiel de la République

L'arrêté du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 22 septembre 2009 portant application des articles L. 562-1 et suivants du code monétaire et financier sur le gel des avoirs des personnes physiques, groupes et entités terroristes listés en annexe I et II pour une durée de six mois à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres Australes a été publié au Journal officiel de la République du 3 octobre 2009.

Service d'aide à la mobilité bancaire

Depuis le 1^{er} novembre 2009, les banques françaises mettent à disposition de leurs clients un nouveau service pour faciliter la mobilité bancaire, conformément à l'engagement pris en mai 2008. Ce service permet notamment la prise en charge à la place du client du transfert de toutes ses opérations de prélèvement et de virements vers un autre établissement bancaire.

Publications

L'habitat insalubre dans les DOM

Le rapport du député Serge Letchimy est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?l-habitat-insalubre-et-indigne-dans-les-departements-et-region-d.html>

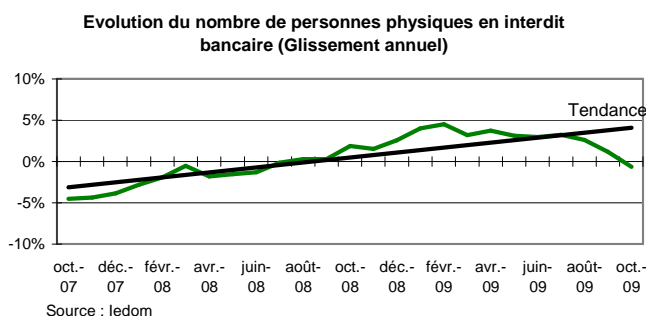
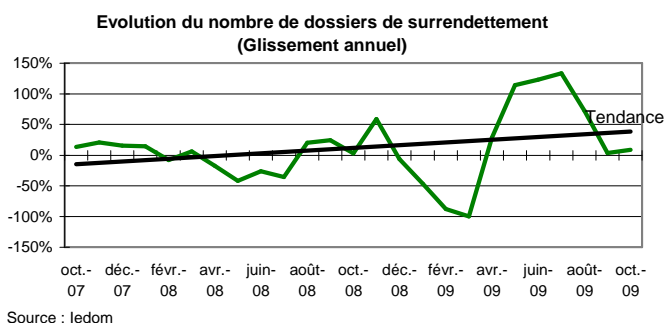
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Vulnérabilité financière des agents économiques : pas d'amélioration notable

En Guadeloupe, à fin octobre 2009, le nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire (3 028) reste sur une tendance à la hausse par rapport à 2008 (+3,0 % en glissement annuel).

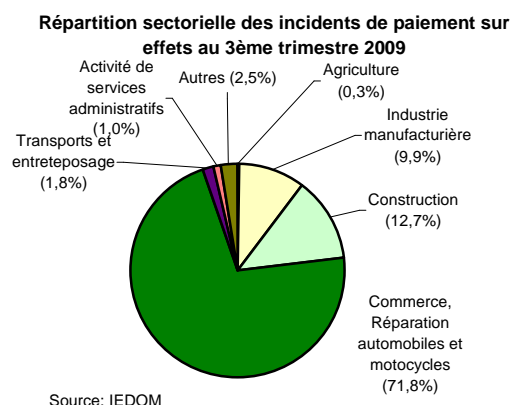
En revanche, les interdits bancaires des personnes physiques (23 428) ont diminué de 0,7 % en glissement annuel alors que depuis le début de l'année, leur croissance oscillait entre +1,2 % et +3,7 %. Les retraits de cartes bancaires s'établissent à 491 (soit +37,9 % en glissement annuel ; et +32,9% en cumul depuis le début de l'année).

Parallèlement, 38 dossiers de surendettement ont été déposés en octobre 2009, soit une progression de 8,6 % en glissement annuel. Sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre de déclaration de surendettement ressort en hausse de 7,9 % par rapport à 2008.



En octobre, 148 impayés sur effets ont été recensés à la Centrale des Incidents de Paiements sur Effets (CIPE) de la Banque de France, soit une diminution de 2,6 % par rapport au mois précédent. Pour ce même mois, la progression en valeur de l'ensemble des incidents est de 12,8 %, pour un montant de 1.341,4 milliers d'euros.

En cumul depuis le début de l'année, ce sont 1.472 incidents de paiement sur effet qui sont recensés, soit une hausse de 6 % par rapport aux dix premiers mois de 2008. Si le cumul des incidents de paiement progresse, leur montant diminue de 19,1% pour s'établir à 15.767 milliers d'euros. Le montant moyen des incidents de paiement baisse et pourrait traduire une plus grande vulnérabilité des entreprises. Le commerce et dans une moindre mesure, la construction et l'industrie manufacturière, en lien avec la structure de leur cycle d'exploitation, sont les secteurs les plus affectés. Ainsi, au troisième trimestre 2009, ces secteurs d'activité représentent respectivement 71,8 %, 12,7 % et 9,9 % de l'ensemble des entreprises faisant l'objet d'incidents de paiement



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Troisième réunion du comité de suivi des accords du 4 mars

Le 14 octobre s'est tenue la troisième réunion du comité de suivi des accords de suspension du conflit social signé le 4 mars 2009. En présence du collectif LKP qui n'avait pas assisté à la première réunion et qui s'était retiré au début de la seconde session, la mise en œuvre effective d'une cinquantaine de mesures présentes dans le protocole d'accord a été actée. Selon le comité, une trentaine de points nécessite une finalisation au niveau local alors qu'une quinzaine relèverait d'une intervention centrale. Le Préfet de Guadeloupe évoquait « un bilan plutôt positif » à l'issue de cette rencontre caractérisée par un « bon esprit » et un « climat de travail » ayant permis d'avancer.

Le groupe de distribution Cora se retire de la Région

Le groupe Cora a décidé de se retirer de la région. Considéré comme étant le premier distributeur alimentaire dans la zone Antilles-Guyane, le groupe exploite actuellement quatre hypermarchés Cora, quinze supermarchés Match, cinquante-sept Ecomax, un Leader Price, une plateforme de distribution et onze dépôts, desservant la totalité des magasins en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. Ce sont près de 2 344 salariés qui travaillent dans l'ensemble des filiales du groupe Cora, et pour lesquels l'avenir est incertain. Une reprise partielle des structures implantées serait cependant envisagée.

Tourisme : réouverture du Club Med et du Manganao

Le début de la haute saison touristique est marqué par la réouverture du Club Med à Saint-Anne et du Manganao à Saint-François. Selon les gérants, les deux hôtels étaient fermés depuis huit mois suite aux événements sociaux du début d'année, période qui leur a permis d'engager des travaux ou encore de repenser à l'organisation du travail. Selon, la Direction du Club Med, le taux d'occupation des chambres ressortirait à 35 % à fin octobre. Au Manganao, ce taux s'est établi à environ 36 % pour la première semaine de novembre.

L'accompagnement des TPE de proximité : le point multiservice

Lancé dès le 30 avril 2009 par la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre, le point multiservice est une borne multimédia (ordinateur et imprimante) mise à la disposition des chefs d'entreprise de la commune dans les commerces de proximité. L'objectif étant de maintenir et de développer le commerce en milieu rural et éviter l'hyper-concentration de l'activité économique sur l'agglomération pointoise. Les entreprises pourront ainsi formuler leur demande d'informations à un conseiller technique directement via un système de messagerie instantanée ; accéder au CFE (Centre de Formalités aux Entreprises) afin de réaliser des formalités en ligne ; télécharger des documents d'intérêt économique. Depuis l'ouverture de la première borne multiservice dans la commune de Sainte-Anne, on compte 3 nouvelles bornes réparties sur les communes du Moule, Gosier, et Petit-Bourg.

Les Etats généraux de l'Outre-mer : des ateliers locaux au conseil interministériel de l'Outre-mer

Le Président Nicolas Sarkozy a présidé le 6 novembre le premier conseil interministériel de l'Outre-mer (CIOM). Celui-ci fait suite aux conclusions du rapport des Etats Généraux de Guadeloupe et des autres DOM. Le chef de l'Etat a annoncé la promotion au rang de ministre de Mme Marie-Luce Penchard, actuellement secrétaire d'Etat, ainsi qu'une centaine de mesures visant à développer les départements et Collectivités d'Outre-mer. Elles concernent notamment, le renforcement de la concurrence dans le secteur privé, la production locale et le développement endogène, la modification des règles de gouvernance, la coopération régionale et les projets structurants.

Le préfet Nicolas Desforges quitte la Guadeloupe

Jean-Luc Fabre, préfet de la Creuse depuis le 18 février 2009, vient d'être nommé préfet de la région Guadeloupe en conseil des ministres. Il remplace M. Nicolas Desforges, qui a été nommé préfet de l'Oise.

ACTUALITES REGIONALES

Un service d'information favorisant l'implantation des entreprises à l'international

Les Services économiques auprès des ambassades sont des services de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique (DGTPE). Correspondants d'UbiFrance, ils fournissent des informations et un soutien aux entreprises qui souhaitent développer leur activité à l'export sur le marché caribéen. Plus d'infos sur : <http://www.dgtpe.fr/se/caraibes/>

PRINCIPAUX INDICATEURS

| | | Données brutes | Var. Mens. | Gliss. Ann. | | | |
|--|--|--|------------|-------------|--------|-------|-------|
| REFERENCE | Indice des Prix à la consommation - Septembre 2009 | 119,2 | 0,2% | -1,1% | | | |
| | Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Septembre 2009 | 50 380 | 2,1% | 10,5% | | | |
| | Commerce extérieur - chiffres provisoires | | | | | | |
| | Exportations - (millions €) - Août 2009 | 13,5 | 6,4% | 52,0% | | | |
| | - Cumul annuel | 104,8 | - | -10,2% | | | |
| | Importations - (millions €) - Août 2009 | 143,6 | -14,8% | -21,7% | | | |
| | - Cumul annuel | 1 149,7 | - | -25,2% | | | |
| | Consommation d'électricité - GWh - Septembre 2009 | 135,2 | -10,0% | 2,2% | | | |
| | - Cumul annuel | 1 240,5 | - | -0,3% | | | |
| | Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Septembre 2009 | 35,1 | -6,2% | -0,7% | | | |
| - Cumul annuel | 323,6 | - | -4,0% | | | | |
| VULNERA - BILITE | - Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Octobre 2009 | | | | | | |
| | | | 23 428 | -0,4% | -0,7% | | |
| | - Nombre de dossiers de surendettement déposés - Octobre 2009 | | | | | | |
| | | | 38 | 18,8% | 8,6% | | |
| | - Incidents de paiement sur effet - Octobre 2009 | - Montant en milliers € | 1 314,2 | 12,8% | -55,6% | | |
| | | - Cumul | 15 766,8 | - | -19,1% | | |
| | | - Nombre | 148 | -2,6% | -12,4% | | |
| - Cumul | 1472 | - | 3,5% | | | | |
| - Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Octobre 2009 | | | | | | | |
| | | 491 | 4,7% | 37,9% | | | |
| | | 4164 | - | 32,9% | | | |
| SECTEURS D'ACTIVITE | TRANSPORTS | Trafic aéroportuaire | | | | | |
| | | Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Septembre 2009 | 103 750 | -48,5% | -5,8% | | |
| | | - Cumul annuel | 1 321 723 | - | -11,6% | | |
| | | Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Septembre 2009 | 1 807 | -29,2% | -11,8% | | |
| | | - Cumul annuel | 19 263 | - | -16,7% | | |
| | | Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires | | | | | |
| | - Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Septembre 2009 | 2 065 369 | - | -17,1% | | | |
| | - Nombre de passagers (entrées + sorties) - Septembre 2009 | 564 561 | - | -9,7% | | | |
| | Automobile | Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Septembre 2009 | | | | | |
| | | | | 935 | 31,5% | -7,1% | |
| | | - Cumul annuel | | | 10 118 | - | -7,3% |
| | | Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Septembre 2009 | | | | | |
| | | | 219 | 34,4% | -24,5% | | |
| - Cumul annuel | | | 2 153 | - | -11,3% | | |
| BTP | Consommation globale de ciment (tonnes) - Octobre 2009 | | | | | | |
| | | | 21 802 | 9,7% | -8,6% | | |
| AGRI. | Exportations de bananes (tonnes) - Septembre 2009 | | | | | | |
| | | | 4 215 | -8,2% | 2,3% | | |
| | | - Cumul annuel | | | 36 171 | - | 13,0% |

Sources : INSEE, DTEFP, Direction régionale des Douanes, EDF, IEDOM, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes, Port Autonome de Guadeloupe, Commissariat général au Développement Durable, Lafarge Ciments Antillais, DDCCRF.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | | |
|---|--------------|---------------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | taux | date d'effet |
| | 1,00% | 13/05/2009 |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 1,75% | 13/05/2009 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,25% | 08/04/2009 |

| Taux d'intérêt légal | | | | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09) | | | | |
|----------------------|--------------|-----------------------|-------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--|
| ANNEE 2009 | 3,79% | JO du 11/02/09 | Livret A et bleu | LDD | LEP | PEL* | CEL* | |
| ANNEE 2008 | 3,99% | JO du 23/02/08 | 1,25% | 1,25% | 1,75% | 2,50% | 0,75% | |

** hors prime d'Etat*

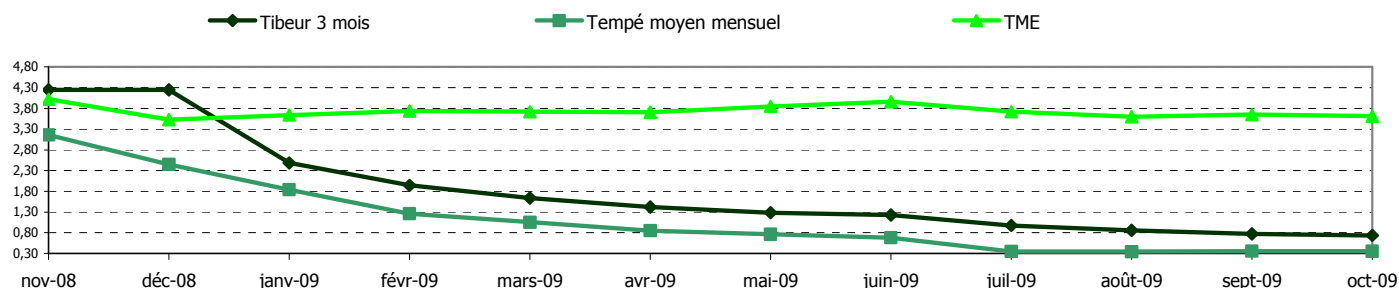
| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel) | | | | TIBEUR (octobre 2009) | | | |
|---|----------------|------------------|----------------|---|----------------|------------------|----------------|
| Juillet | Août | Septembre | Octobre | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an |
| 0,3537% | 0,3458% | 0,3584% | 0,3564% | 0,4300% | 0,7380% | 1,0170% | 1,2430% |
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) | | | | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) | | | |
| Juillet | Août | Septembre | Octobre | Juillet | Août | septembre | Octobre |
| 3,72% | 3,60% | 3,65% | 3,61% | 3,92% | 3,80% | 3,85% | 3,85% |

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2009)

| Crédits aux particuliers | | Seuils de l'usure | Crédits aux entreprises | | Seuils de l'usure |
|--|--|-------------------|--------------------------|--|-------------------|
| Prêts immobiliers | | | | | |
| Prêts à taux fixe | | 6,72% | | | |
| Prêts à taux variable | | 6,12% | | | |
| Prêts relais | | 6,59% | | | |
| Autres prêts | | | | | |
| Prêts d'un montant < ou = à 1524 € | | 21,40% | | | |
| Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires | | 20,20% | Découverts en compte (1) | | 13,16% |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 € | | 9,20% | | | |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

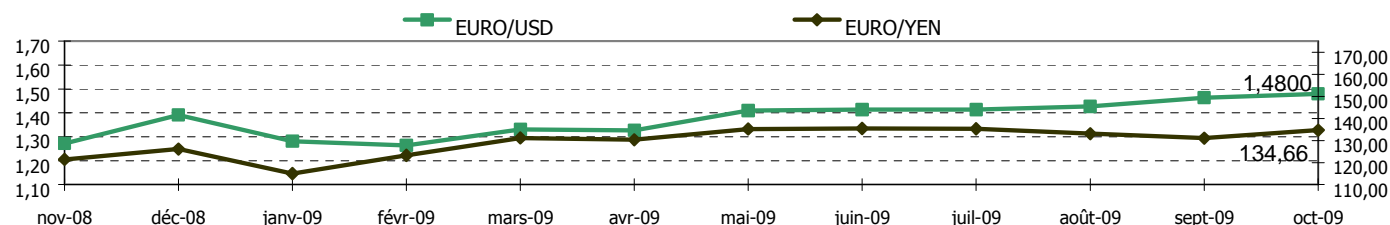
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|-----------------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|-------------------------------------|------------------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,4800 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 11,4519 | EURO/SRD (Surinam) | 4,06534 |
| EURO/JPY (Japon) | 134,6600 | EURO/BWP (Botswana) | 10,06060 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,65113 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,5952 | EURO/SCR (Seychelles) | 15,7596 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 53,4743 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,89375 | EURO/MUR (Maurice) | 44,7218 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,96216 |
| EURO/SGD (Singapour) | 2,0695 | EURO/BRL (Brésil) | 2,5574 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 9,36494 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 11,4702 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 3,18015 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 2969,26 | EURO/XCD (Dominique) | 3,99891 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

| | | | | |
|-----------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0429300 MTL | 30,1260 SKK |